

(N° 47)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 12 DÉCEMBRE 1922.

- 1° Proposition de loi relative à l'emploi des langues dans les Universités de l'État ;
 - 2° Proposition de loi relative à la création d'une Université flamande (1).
-

RAPPORT

COMPLÉMENTAIRE FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2),
PAR M. **POULLET**.

MESSIEURS,

Chargée par la Chambre de l'examen des divers amendements déposés au cours de la discussion des propositions de loi concernant l'Université flamande, la Commission s'est attachée surtout à la discussion de ceux relatifs aux cours français.

Il s'agit des cours français à organiser dans les seules facultés de droit, de philosophie, de sciences et de médecine. Car pour les écoles spéciales du Génie civil et des arts et manufactures, la question ne se pose plus, depuis qu'au cours de la discussion générale une grande majorité de la Chambre semble s'être prononcée pour le dédoublement de l'enseignement dans ces écoles. La Commission a cru devoir traduire ce sentiment dans un texte formel en ajoutant à l'article 1 une disposition ainsi conçue : « il (l'enseignement) est donné en flamand et en » français pour les cours des écoles du Génie civil, des arts et des manufactures. »

(1) Propositions de loi, nos 36 et 38 de 1921-1922.

Rapport, n° 238 de 1921-1922.

Amendements, nos 447 (1921-1922), 17, 21, 22, 23, 25, 28, 30 et 36.

Amendements, nos 434 (1921-1922) et 29.

(2) La Commission, présidée par M. TIBBAUT, était composée de MM. BERTRAND, BOUCHERY, DE LIEDERKERKE, DESTREE, FISCHER, HELLEPUTTE, HEYMAN, HYMANS, PIRMEZ, POULLET, RAMAËKERS et TIBBAUT.

* * *

L'organisation de l'enseignement français dans les facultés peut se concevoir sous des modalités diverses.

Il peut s'organiser d'abord, sous la forme de dédoublement de certains cours. C'est la formule appliquée actuellement dans les Universités de Gand, de Louvain et de Bruxelles pour l'enseignement du droit pénal et de la procédure pénale. Cet enseignement se donne dans deux cours parallèles et complets chacun : les jeunes gens qui subissent avec succès un examen sur le cours flamand sont, de plein droit, reconnus aptes au point de vue linguistique, à exercer des fonctions judiciaires en pays flamand (art. 49 de la loi du 15 avril 1890 sur les grades académiques).

Il peut s'organiser aussi sous la forme d'un enseignement complémentaire, qui vient résumer dans l'autre langue nationale l'enseignement du cours principal. C'est la formule adoptée à Liège pour le droit pénal et la procédure pénale.

L'enseignement complémentaire peut s'organiser encore sous la forme d'un cours qui aurait pour objet d'approfondir et d'appliquer dans l'autre langue nationale, quelques-uns des chapitres enseignés dans le cours principal.

Enfin, on peut concevoir cet enseignement complémentaire comme prenant la forme de conférences de répétition. Dans cette hypothèse, l'enseignement complémentaire revêtirait davantage un caractère encyclopédique.

La Commission n'a entendu exclure aucune de ces formules. C'est que celles qui conviennent aux leçons d'une faculté déterminée peuvent apparaître comme moins appropriées aux matières enseignées dans une autre faculté. La carrière à laquelle se prépare l'étudiant pourrait également contribuer à déterminer dans certains cas le choix entre les diverses combinaisons esquissées ci-dessus. Il semble évident, par exemple, qu'une même méthode ne peut convenir à l'enseignement complémentaire destiné au futur magistrat et à celui destiné au futur médecin.

La Commission a également examiné la question de savoir si la fréquentation de cet enseignement complémentaire serait obligatoire ou non, et surtout si les élèves auraient à subir un examen en langue française.

Après avoir discuté à fond ces divers points, la Commission a cru devoir préciser dans une série de résolutions provisoires, les tendances générales des textes qu'il lui incombait d'élaborer. Voici ces questions :

Première question.

Dans l'hypothèse de la transformation de l'université de Gand, faut-il organiser les cours français sous forme d'enseignement complémentaire des cours principaux donnés en flamand?

Résolu affirmativement par 7 oui contre 5 non.

Deuxième question.

Dans la même hypothèse, les cours français doivent-ils être organisés en dédoublant certains des cours principaux donnés en flamand?

Il s'agit, bien entendu, de dédoublements qui s'ajouteraient aux cours français prévus à l'article 2 § 1 et à l'article 6 ainsi qu'à ceux qui existeront, pendant la période transitoire, en vertu de l'article 9 (professeurs actuels refusant d'enseigner le flamand).

Résolu négativement par 7 voix contre 5.

Troisième question.

L'organisation des cours français ne devrait-elle pas se faire par le dédoublement complet et intégral des cours de toutes les facultés et écoles?

Résolu négativement par 7 voix contre 5.

Quatrième question.

L'enseignement complémentaire sera-t-il à examen?

Résolu affirmativement par 7 voix contre 5.

Enfin cinquième question.

N'est-il pas préférable d'organiser à Gand une Université flamande entièrement nouvelle?

Résolu négativement par 8 voix contre 4.

La Commission a traduit ensuite ces réponses dans une série de textes dont ceux qui figurent sous les articles 3 à 6 exigent un bref commentaire.

Les articles 3 et 5 indiquent, en ce qui concerne l'enseignement complémentaire en français, les obligations qui incomberont au Gouvernement.

L'article 4 indique les obligations qui pèseront sur les étudiants.

En décrétant l'arrêté d'organisation prévu à l'article 5, le Gouvernement devra adapter à chaque catégorie de matières le mode d'organisation pratique qui apparaîtra comme le plus fécond au point de vue du but visé. Enseignement à caractère encyclopédique et de répétition, enseignement d'application des principes exposés dans le cours principal, enseignement plus approfondi d'une partie de ce cours : aucune combinaison n'est exclue a priori ou imposée d'autorité par la loi. L'avis des Facultés et les leçons de l'expérience serviront à cet égard de guide précieux. Une seule chose serait contraire au texte et à l'esprit de la loi ; c'est que l'enseignement complémentaire en français empiétât sur le minimum légal des connaissances requises pour l'obtention du diplôme : Ce minimum doit être enseigné en flamand.

Il est d'ailleurs entendu que les 60 heures consacrées à cet enseignement ne doivent pas nécessairement venir surcharger d'autant l'horaire traditionnel des cours. Les Universités ont toujours, sous l'empire de la loi de 1890 sur les grades académiques, disposé d'une large autonomie dans l'exécution du programme légal. Du moment où celui-ci est intégralement rempli, il a toujours été admis que les Facultés règlent à leur gré, sous l'approbation de l'autorité compétente, le nombre d'heures de leçons consacrées à chaque matière. C'est ainsi qu'on voit le même cours, la même branche comporter dans telle université une heure, deux heures de plus par semaine que dans telle autre Université.

Lorsque l'enseignement complémentaire se présentera sous la forme de leçons d'application ou bien lorsque le maître y approfondira tels ou tels chapitres du cours principal, il est évident que l'horaire de celui-ci pourra être fixé en conséquence. Il doit être entendu aussi que lorsque la loi, dans une année d'études, réserve de nombreuses heures à l'enseignement pratique, comme c'est le cas au doctorat en médecine et en pharmacie, l'enseignement complémentaire pourra utilement revêtir un caractère pratique également.

La Commission a longuement examiné la question de savoir si l'enseignement français serait obligatoire pour l'examen. Il a paru à la grande majorité de la Commission que l'intérêt qu'ont les étudiants à se tenir en contact étroit avec l'instrument scientifique de première ordre qu'une langue de grande diffusion internationale met à leur disposition, constituait pour eux un stimulant suffisant pour assurer la fréquentation des cours français. En conférant, en outre, à ceux qui ont subi avec succès un examen en français sur l'une ou l'autre des matières du programme, l'avantage d'être dispensés des examens linguistiques prévus en vertu des lois qui règlent l'accès aux fonctions notariales et judiciaires, aux fonctions de professeur d'athénée et aux fonctions administratives, le projet eût assuré à la fréquentation de cet enseignement français un encouragement dont l'expérience a montré l'efficacité.

Mais, par esprit de conciliation, la majorité s'est rallié à la thèse de l'examen obligatoire, en français, sur l'une des matières du programme légal ou sur l'un des cours de l'enseignement complémentaire, au choix de l'étudiant.

* * *

Sur la proposition d'un de ses membres, la Commission, à l'unanimité, a supprimé dans la proposition de loi toute mention de l'Université de Liège. La proposition de loi concerne désormais exclusivement l'emploi des langues à Gand.

En conséquence, la Commission a cru devoir y supprimer l'article qui concernait l'emploi des langues au jury central.

Elle a de même décidé de ne pas insérer dans l'article premier le second alinéa de l'amendement de M. de Wouters ainsi conçu : « Les étudiants peuvent subir l'examen dans la langue de leur choix ».

Cette disposition qui ne faisait que rappeler une liberté constitutionnelle serait à sa place dans une loi générale sur les examens académiques; elle ne pourrait trouver place dans une loi relative à la seule Université de Gand, puisqu'elle n'a rien de particulier à cette Université.

Deux membres ont demandé à pouvoir motiver leur vote hostile.

L'un d'eux s'est exprimé comme suit :

« Nous avons toujours pensé que s'il importait de donner aux Flamands la satisfaction légitime d'un enseignement supérieur dans leur langue, il importait non moins de chercher la solution du problème hors de l'Université actuelle de Gand.

» La Chambre ayant paru s'écarter de cette opinion, la Commission avait pour but de rechercher une formule de conciliation applicable à l'Université de Gand. Cette conciliation ne paraissait pas impossible puisque les partisans de la

flamandisation avaient eux-mêmes reconnu à de nombreuses reprises qu'un universitaire devait connaître la langue française.

» Nous pouvions donc espérer un texte mettant, selon l'horrible expression devenue courante « les deux langues sur le même pied », ce qui eut entraîné la liberté du choix.

» Mais les débats ont révélé que les partisans de la flamandisation, éloignés, il est vrai, de la solution nette des frontistes (emploi exclusif du flamand), entendaient néanmoins réclamer pour le flamand la suprématie et ne faire au français qu'une place insignifiante.

» Ce n'est pas, en effet, par un enseignement complémentaire de soixante heures par an qu'on peut développer à un niveau digne des études supérieures, la connaissance du français chez un élève qui, au sortir des études moyennes, le connaît fort mal. Cet enseignement dont la fréquentation restera facultative apparaîtra d'ailleurs rapidement aux étudiants comme une surcharge intolérable et injuste.

» L'examen aurait pu constituer une garantie plus sérieuse s'il avait été conçu, nettement et franchement, comme devant prouver chez l'étudiant la connaissance de la seconde langue, non pas dans la mesure de quelques termes, mais dans la même mesure que la première langue.

» Les textes proposés constituent des concessions sur la thèse frontiste, mais non sur la thèse des orateurs flamands. Leur imprécision, l'incertitude dans laquelle nous restons à l'égard de leur application, les complications embrouillées qui en résultent ne nous donnent aucune garantie contre les dangers de la thèse frontiste : nous persistons à redouter que des intellectuels, éduqués principalement en flamand, soient entraînés à négliger les avantages que nous offre la culture française. Dans ces conditions, le projet nous paraît continuer à menacer gravement l'unité nationale. »

L'autre membre s'est exprimé comme suit : « Je déclare repousser le projet, par la raison que celui-ci établit dans les quatre facultés de l'Université de Gand le régime obligatoire de la langue flamande, enlève à l'étudiant le droit d'y faire ses études en français et supprime le libre choix de la langue. L'enseignement français que l'on tolérerait serait réduit à un rôle effacé et accessoire, et n'aurait d'autre effet que de faciliter la pratique professionnelle en Flandre. Le projet aboutit à la flamandisation des facultés, tend à l'instauration de l'unité linguistique et culturelle de la Flandre et conduit à la division du pays. »

* * *

L'ensemble de la proposition de loi ayant été mis aux voix, la Commission l'a adopté par 8 voix contre 3.

Elle en propose en conséquence l'adoption à la Chambre.

Le Rapporteur,
P. POULLET.

Le Président,
E. TIBBAUT.

6

(N^o 47)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 12 DECEMBER 1922.

- 1^o Wetsvoorstel betreffende het taalgebruik aan de Staatshoogescholen;
 2^o Wetsvoorstel tot oprichting van eene Vlaamsche Hoogeschool ⁽¹⁾.
-

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **POULLET**.

MIJNE HEEREN,

De Commissie, door de Kamer belast met het onderzoek der onderscheidene amendementen ingediend bij de behandeling der wetsvoorstellen betreffende de Vlaamsche Hoogeschool, heeft er zich inzonderheid op toegelegd diegene te onderzoeken in zake de Fransche leergangen.

Het betreft de Fransche leergangen welke moeten ingericht worden alleen in de faculteiten van rechtswetenschappen, van wijsbegeerte, van wetenschappen en geneeskunde.

Immers, sedert de algemeene beraadslaging, wordt de vraag niet meer gesteld voor de bijzondere scholen van burgerlijke bouwkunde en van kunsten en manufacturen, vermits toen een groote meerderheid der Kamer voor de verdubbeling van het onderwijs in deze scholen schijnt gewonnen te zijn. De Commissie was van gevoelen deze meening in een tekst te moeten vertolken, uitdrukkelijken door aan het eerste artikel eene bepaling toe te voegen, luidende: «het (onderwijs) wordt

(1) Wetsvoorstellen, n^{os} 36 en 38 (1921-1922).

Verslag, n^o 258 (1921-1922).

Amendementen, n^{os} 447 (1921-1922), 17, 21, 22, 23, 25, 28, 30 en 36.

Amendementen, n^{os} 434 (1921-1922) en 29.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer TIBBAUT, bestond uit de heeren BERTRAND, BOUCHERY, DE LIEDEKERKE, DESTREE, FISCHER, HELLEPUTTE, HEYMAN, HYMAN, PIRMEZ, POULLET, RANAËKERS en TIBBAUT.

gegeven in het Vlaamsch en in het Fransch voor de leergangen der scholen van burgerlijke bouwkunde, van kunsten en manufacturen. »

*
* *

De inrichting van het Fransch onderwijs in de faculteiten kan op verschillende wijzen worden opgevat.

Vooreerst kan men dit onderwijs inrichten met verdubbeling van sommige leergangen. Dat is de formule welke heden ten dage wordt toegepast in de Universiteiten van Gent, Leuven en Brussel in zake onderwijs van het strafrecht en van de strafvordering. Dit onderwijs wordt gegeven in dubbele leergangen die in elke taal volledig zijn : de jongelieden, die in een examen over den Vlaamschen leergang slagen, worden, in taalôpzicht, volkomen bevoegd erkend om in het Vlaamsche land een rechterlijk ambt waar te nemen (artikel 49 der wet van 15 April 1890 op het bevelen der academische graden).

Gemeld onderwijs kan insgelijks worden gegeven als aanvullend onderricht dat het onderwijs van den eigenlijken leergang in de tweede landstaal samenvat. Het is deze formule die werd aangenomen te Luik voor het strafrecht en de strafvordering.

Het aanvullend onderwijs kan nog ingericht worden in den vorm van een leergang die ten doel zou hebben eenige van de hoofdstukken, onderwezen in den bijzondersten leergang, grondiger te bestudeeren en toe te passen.

Ten slotte kan men dit aanvullend onderwijs opvatten als gegeven in den vorm van herhalings-conferentiën. In dien zin zou het aanvullend onderwijs meer een encyclopedisch karakter krijgen.

De Commissie wilde geene enkele dezer formules uitsluiten. Maar deze, die mogelijk passen voor eene zekere faculteit, blijken minder geschikt met het oog op de leerstof onderwezen in eene andere faculteit. De loopbaan, tot dewelke de student zich voorbereidt, zou eveneens in sommige gevallen mede de keuze kunnen bepalen tusschen de verschillende mogelijkheden, hierboven aangewezen. Het blijkt bij voorbeeld zeer duidelijk dat een zelfde stelsel niet kan passen voor het aanvullend onderwijs, bestemd voor de toekomstige magistraten, en voor het aanvullend onderwijs bestemd voor de toekomstige geneesheeren.

De Commissie heeft eveneens de vraag onderzocht of het bijwonen van dit aanvullend onderwijs al dan niet verplichtend zou zijn, en vooral of de studenten een examen in de Fransche taal zouden moeten afleggen.

Na deze punten grondig behandeld te hebben, heeft de Commissie het noodig geoordeeld de algemeene strekkingen van de teksten, die zij op te maken had, nauwer te omschrijven in eene reeks voorloopige besluiten.

Hier volgen deze vragen :

Eerste vraag.

Moet men, in de onderstelling van de vervlaamsching der Hoogeschool te Gent, de Fransche leergangen in den vorm van aanvullend onderwijs bij de hoofd-leergangen, in 't Vlaamsch gegeven, inrichten?

In bevestigenden zin beantwoord door 7 stemmen tegen 5.

Tweede vraag.

Moeten, in dezelfde veronderstelling, de Fransche leergangen ingericht worden door verdubbeling van sommige der bijzonderste leergangen, in 't Vlaamsch gegeven?

Er is hier sprake, wel verstaan, van verdubbelingen die zouden gevoegd worden bij de Fransche leergangen voorzien bij artikel 2, § 1, artikel 6, evenals bij deze die zouden gegeven worden in de overgangperiode krachtens artikel 9 (tegenwoordige leeraars die weigeren in 't Vlaamsch te doceeren).

In ontkennenden zin beantwoord door 7 stemmen tegen 5.

Derde vraag.

Zou de inrichting van de Fransche leergangen niet moeten geschieden door de volledige en algeheele verdubbeling der leergangen van al de faculteiten en scholen?

In ontkennenden zin beantwoord door 7 stemmen tegen 5.

Vierde vraag.

Wordt er voor het aanvullend onderwijs examen afgenomen?

In bevestigenden zin beantwoord door 7 stemmen tegen 5.

Vijfde en laatste vraag.

Ware het niet verkieslijk, te Gent eene geheele nieuwe Vlaamsche hoogeschool in te richten?

In ontkennenden zin beantwoord met 8 stemmen tegen 4.

De Commissie heeft vervolgens deze antwoorden overgebracht in een reeks teksten, waarvan degene, die voorkomen onder de artikelen 3 en 6, een korte toelichting vereischen.

De artikelen 3 en 5 duiden de verplichtingen van de Regeering aan, wat betreft het Fransch aanvullend onderwijs. Artikel 4 wijst op de verplichtingen van de zijde der studenten.

Bij het nemen van het besluit tot regeling voorzien bij artikel 5, moet de Regeering aan elke reeks leervakken de wijze van practische inrichting aanpassen, die het meest doelmatig met oog op het einddoel zal voorkomen : Onderwijs met encyclopedisch karakter en herhalingsonderwijs, onderwijs van toepassing der beginselen in den hoofdleergang uiteengezet, grondiger onderwijs van een deel van dien leergang ; geene enkele mogelijkheid is *a priori* nitgesloten of krachtens de wet opgelegd. Het advies van de faculteiten en de ondervinding zullen te dien aanzien een kostbare leidraad zijn. Eene enkele bepaling zou in strijd zijn met den tekst en met den geest van de wet, namelijk deze waardoor het aanvullend onderwijs in 't Fransch het wettelijk minimum zou aantasten van de kennis vereischt tot het bekomen van het diploma ; dit minimum moet in 't Vlaamsch onderwezen worden.

Het blijft ten andere wel begrepen dat de zestig uren, aan dit onderwijs besteed, niet noodzakelijkerwijze met evenveel uren den gewonen uurrooster der leervakken moeten overlasten. De hoogeschole hebben altijd, onder de wet van 1890 op de academische graden, over eene ruime vrijheid beschikt bij de toepassing van het wettelijk programma. Wordt dit geheel en al toegepast, dan werd altijd aangenomen dat de faculteiten naar eigen keuze het getal lesuren, aan ieder leervak gewijd, regelen mits goedkeuring van de bevoegde overheid. Zoo omvat dezelfde leergang, dezelfde tak van onderwijs in de eene universiteit een of twee uur per week meer dan in de andere. Wanneer het aanvullend onderwijs zal gegeven worden in den vorm van oefenlessen, ofwel wanneer de leeraar daarin sommige hoofdstukken van den hoofdleergang grondiger wil verklaren, spreekt het vanzelf dat de tijd, aan dezen besteed, in overeenkomst daarmede kan vastgesteld worden. Het moet eveneens verstaan worden dat, wanneer door de wet verschillende uren aan het practisch onderwijs in een studiejaar worden besteed, zooals in het doctoraat in de genees- en artseneeskunde, het aanvullend onderwijs op nuttige wijze insgelijks een practisch karakter kan aannemen.

De Commissie heeft breedvoerig nagegaan of dit Fransch onderwijs voor het examen zou verplichtend zijn. Aan de groote meerderheid van de Commissie kwam het voor, dat het belang, dat de studenten er bij hebben in nauwe voeling te blijven met het wetenschappelijk middel van eersten rang, door een taal van groote internationale verspreiding tot hunne beschikking gesteld, voor hen een voldoende prikkel zou zijn om het bijwonen der Fransche leergangen te verzekeren.

Wanneer men daarenboven aan hen, die geslaagd zijn in een Fransch examen over een of ander der vakken van het programma, het voordeel toekent, ontslagen te worden van de taalkundige examens voorzien bij de wetten welke de toelating regelen tot de notarieele en rechterlijke ambten, tot het ambt van leeraar aan een Atheneum en tot de bestuursambten, dan zou het ontwerp aan het bijwonen van dit onderwijs eene aanmoediging verzekerd hebben, waarvan de doelmatigheid door de ervaring wordt aangetoond.

Doch in een geest van toenadering, is de meerderheid toegetreden tot de thesis van het verplichtend examen in 't Fransch over een der vakken van het wettelijk programma of over een der leergangen van het aanvullend onderwijs naar keuze van den student.

* * *

Op voorstel van een harer leden heeft de Commissie, met eenparige stemmen, in het wetsvoorstel alle melding betreffende de Universiteit van Luik weggelaten. Het wetsvoorstel doelt voortaan uitsluitend op het gebruik der talen te Gent.

Dien volgens was de Commissie van gevoelen, het artikel betreffende het gebruik der talen bij de middenjury te laten wegvallen.

Eveneens heeft zij beslist, in artikel 4 de tweede alinea van het amendement — de Wouters, luidende : « De studenten kunnen het examen afleggen in de taal welke zij verkiezen » niet aan te nemen.

Deze bepaling, welke eenvoudig aan eene grondwettelijke vrijheid herinnert, zou in eene algemeene wet op de academische examens van pas komen, doch niet in eene wet betreffende de Universiteit van Gent alleen, vermits deze bepaling niets bijzonders behelst betreffende deze Universiteit.

Twee leden hebben gevraagd hunne tegenstemming te mogen verklaren.

Een van beiden heeft zich uitgedrukt als volgt :

« Steeds hebben wij gedacht dat, zoo het noodig is aan de Vlamingen voldoening te schenken op het stuk van hun rechtmatigen eisch in zake hooger onderwijs in hunne taal, het van niet minder belang was, de oplossing van het vraagstuk te zoeken buiten de bestaande Universiteit van Gent.

» Daar de Kamer van deze meening scheen af te wijken, had de Commissie ten doel, eene formule van overeenkomst te zoeken, welke op de Universiteit van Gent kon worden toegepast. Deze formule van tegemoetkoming scheen geene onmogelijkheid te zijn, vermits de voorstanders van de vervlaamsching herhaaldelijk hadden erkend, dat een Universiteitsstudent de Fransche taal moest machtig zijn.

» Wij mochten ons dus aan een tekst verwachten die, volgens de afgrijpselijke geijkte uitdrukking, « de beide talen op gelijken voet » zou stellen, hetgeen de vrijheid van keuze voor gevolg zou hebben gehad.

» Uit de debatten is gebleken dat de voorstanders der vervlaamsching, weliswaar verwijderd van de zuivere oplossing der frontisten (uitsluitend gebruik van het Vlaamsch), er echter op stonden voor den Vlaming het overzicht te eischen en aan het Fransch slechts een onbeduidend plaatsje in te ruimen.

» Het is trouwens niet door een aanvullend onderwijs van zestig uren per jaar dat men bij een leerling die het Fransch na de middelbare studiën nog zeer slecht kent, de kennis van deze taal kan brengen op een peil, de hoogere studiën waardig. Dit onderwijs, dat niet verplichtend moet gevolgd worden, zal overigens al spoedig aan de studenten toeschijnen als een onduidelbare en onrechtvaardig last.

» Het examen hadde een meer ernstige waarborg kunnen zijn, bijaldien het vrank en vrij ware opgevat geweest als moetende strekken tot bewijs dat de student de tweede taal machtig is, niet alleen in de mate van enkele termen, maar in dezelfde mate als de eerste taal.

» De voorgestelde teksten gelden als toegeving aan de thesis der frontisten, doch niet aan de thesis der Vlaamsche redenaars.

» Hunne onduidelijkheid, de onzekerheid waarin wij blijven verkeerentenaanzien van hunne toepassing, de verwarde denkbeelden die er uit voortvloeien bieden ons geen enkelen waarborg tegen de gevaren van de thesis der frontisten : wij blijven vreezen dat intellectueelen, hoofdzakelijk in het Vlaamsch opgeleid, er toe gebracht zullen worden, de voordeelen te verwaarloozen welke de Fransche cultuur ons aanbiedt.

» Onder deze omstandigheden, komt het ontwerp ons voor als eene ernstige bedreiging voor 's Lands eenheid. »

Het tweede lid sprak als volgt : « Ik verklaar het ontwerp af te wijzen, omdat

het in de vier faculteiten der Universiteit van Gent de Vlaamsche taal verplichtend maakt, aan de student het recht ontzegt zijne studiën in het Fransch te doen en de vrije keus der taal afschaft. Het Fransch onderwijs, dat men dulden wil, zou naar een ondergeschikten rang worden verschoven en tot eenig gevolg hebben de uitoefening van de beroepslichten in Vlaanderen te vergemakkelijken. Het ontwerp heeft voor einduitslag de vervlaamsching der Faculteiten, streeft naar de taal- en cultuureenheid in Vlaanderen en leidt tot 's lands verdeling. »

*
* *

Geheel het wetsvoorstel werd bij de stemming door de Commissie aangenomen met 8 stemmen tegen 3.

Diensvolgens legt deze het aan de Kamer voor tot goedkeuring.

De Verslaggever,
POULLET.

De Voorzitter,
EM. TIBBAUT.

ANNEXE AU N° 47.

**TEXTE NOUVEAU
PROPOSÉ PAR LA COMMISSION.**

**Projet de loi relatif à l'emploi
des langues à l'Université de Gand.**

ARTICLE PREMIER.

A l'Université de Gand, l'enseignement est donné en flamand; il est donné en flamand et en français pour les cours des écoles du Génie civil et des Arts et manufactures.

ART. 2.

Les leçons de littérature française et de philologie romane sont données en français.

Les leçons de littérature et de philologie des autres langues vivantes peuvent être données dans ces langues mêmes.

ART. 3.

Il sera créé dans chaque faculté, en dehors des cours prescrits au programme des examens, un enseignement complémentaire destiné à familiariser les étudiants avec l'usage de la langue scientifique française et à les mettre à même de satisfaire aux conditions linguis-

BIJLAGE VAN N° 47.

**NIEUWE TEKST DOOR
DE COMMISSIE VOORGESTELD.**

**Wetsvoorstel betreffende het gebruik
der talen aan de Staatshoogeschool
te Gent.**

EERSTE ARTIKEL.

Aan de Hoogeschool te Gent wordt het onderwijs gegeven in het Vlaamsch; het wordt gegeven in het Vlaamsch en in het Fransch voor de leergangen in de scholen voor burgerlijke bouwkunde en voor kunsten en manufacturen.

ART. 2.

De lessen in de Fransche letterkunde en in de Romaansche philologie worden in het Fransch gegeven.

De lessen in de letterkunde en in de philologie der andere levende talen kunnen in deze talen zelf gegeven worden.

ART. 3.

Buiten de leergangen voorzien in het programma der examens, wordt er in elke faculteit een aanvullend onderwijs ingericht bestemd om de studenten vertrouwd te maken met het gebruik der wetenschappelijke Fransche taal en hen in staat te stellen te voldoen aan de

tiques imposées par la loi du 31 juillet 1921 sur l'admission aux fonctions dans les administrations publiques.

Cet enseignement comportera soixante heures par année d'études.

ART. 4.

Le récipiendaire, pour subir avec succès chacune des épreuves légales et pour mériter son diplôme final, doit avoir été interrogé en français sur les matières enseignées soit dans l'un des cours prescrits au programme des examens, soit dans l'un des cours de l'enseignement complémentaire et avoir obtenu dans cet interrogatoire la moyenne des points.

ART. 5.

Un arrêté royal réglera l'organisation de l'enseignement et des épreuves prévus dans les articles 3 et 4.

ART. 6.

L'article 49 de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891 sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires est complété comme suit :

Dans les provinces de Liège, Luxembourg, Namur et du Hainaut, dans les arrondissements de Bruxelles et de Nivelles :

1° Nul ne pourra être nommé à des fonctions judiciaires autres que celles de la juridiction consulaire s'il ne prouve par son diplôme avoir subi en français un examen sur le droit pénal et la procédure pénale devant l'un des jurys universitaires ou des jurys consti-

taalvereischten opgelegd door de wet van 31 Juli 1921 betreffende de toelating tot de ambten in de openbare besturen.

Dit onderwijs omvat zestig uren per studiejaar.

ART. 4.

Om met goed gevolg elke wettelijke proef af te leggen en zijn einddiploma te verdienen, moet de recipiendus in het Fransch ondervraagd geweest zijn over de vakken onderwezen hetzij in een der leergangen in het programma der examens voorzien, hetzij in een der leergangen van het aanvullend onderwijs en bij deze ondervraging het gemiddeld getal punten behaald hebben.

ART. 5.

De inrichting van het onderwijs en van de proeven voorzien bij de artikelen 3 en 4 wordt bij koninklijk besluit geregeld.

ART. 6.

Artikel 49 der wet van 10 April 1890-3 Juli 1891 op het begeven der academische graden en het programma der hoogeschoolexamens wordt aangevuld als volgt :

In de provinciën Luik, Luxemburg, Namen en Henegouw, in de arrondissementen Brussel en Nijvel :

1° Kan niemand tot de rechterlijke ambten, uitgezonderd tot die der handelsrechtbank worden benoemd, indien hij niet door zijn diploma bewijst in het Fransch een examen te hebben afgelegd over het strafrecht en de strafvordering voor een der universiteitsjury's of een

tués par le Gouvernement siégeant pour l'épreuve dont le cours de droit pénal ou de procédure pénale fait partie.

A défaut de cette preuve il devra subir en français sur les mêmes matières un examen spécial devant le jury dont il est question au § 4 du même article ;

2° Nul ne pourra être nommé notaire s'il ne justifie par son diplôme que lors de son examen de candidat notaire il a rédigé deux ou plusieurs actes en français.

A défaut de cette preuve il devra prouver par un examen spécial subi devant le jury dont il est question au § 4 du même article qu'il est à même de se servir de la langue française dans l'exercice de ses fonctions ;

3° Nul ne pourra être nommé professeur dans un athénée si son diplôme ne constate qu'il a subi en français un examen sur deux au moins des matières qui figurent au programme du doctorat en philosophie et lettres, du doctorat en sciences physiques et mathématiques, ou du doctorat en sciences naturelles, que la dissertation exigée par l'article 14, l'article 19 ou l'article 21 a été rédigée en français, et que les leçons publiques ont été faites également en cette langue.

ART. 7.

Les cours requis pour l'obtention du grade d'ingénieur civil des mines seront organisés à l'Université de Gand et donnés en flamand.

der jury's opgericht door de Regeering, welke zetelt voor het examen waarvan de leergang van strafrecht of van strafvordering deel uitmaakt.

Bij gebreke van dit examen, moet hij over dezelfde vakken in het Fransch een bijzonder examen afleggen voor de jury waarvan sprake in § 4 van hetzelfde artikel ;

2° Kan niemand notaris benoemd worden indien hij niet door zijn diploma bewijst dat hij, bij zijn examen van candidaat-notaris, twee of meer akten in het Fransch heeft opgesteld.

Bij gebreke van dit examen, moet hij door een bijzonder examen afgelegd voor de jury waarvan sprake in § 4 van hetzelfde artikel, bewijzen dat hij in staat is zich van de Fransche taal te bedienen in de uitoefening van zijn ambt ;

3° Kan niemand tot leeraar benoemd worden in een atheneum, indien zijn diploma niet vermeldt dat hij in het Fransch een examen heeft afgelegd over ten minste twee der leervakken voorkomend op het programma van het doctoraat in de wijsbegeerte en letteren, van het doctoraat in natuur- en wiskundige wetenschappen, of van het doctoraat in natuurlijke wetenschappen, dat de verhandeling vereischt bij artikel 14, artikel 19 of artikel 21, in het Fransch werd opgesteld, en dat de openbare lessen eveneens in deze taal werden gegeven.

ART. 7.

De leergangen vereischt tot het bekomen van den graad van burgerlijk mijnningenieur worden aan de hogeschool te Gent ingericht en in het Vlaamsch gegeven.

Dispositions transitoires.**ART. 8.**

L'emploi du flamand à l'Université de Gand, commencera à partir de l'année académique 1923-1924 et sera graduellement, d'année en année, étendu aux différentes facultés et écoles, en commençant par les cours de la première année d'études.

ART. 9.

Les professeurs ou chargés de cours, nommés à l'Université de Gand avant la promulgation de la présente loi, seront invités à donner leurs leçons en flamand, au fur et à mesure que les dispositions de l'article 8 deviendront applicables. S'ils n'y consentent pas, il sera créé un cours fait en flamand à côté du cours fait en français, et les étudiants auront le choix entre ces deux cours, même pour l'examen.

Les professeurs et les chargés de cours, nommés après la promulgation de la présente loi, donneront leurs leçons dans la langue prescrite par les articles précédents.

ART. 10.

Le Gouvernement prendra les mesures nécessaires pour sauvegarder les avantages matériels dont jouissent les professeurs et chargés de cours actuellement en fonctions.

Overgangsbepalingen.**ART. 8.**

Het gebruik van het Vlaamsch aan de Hoogeschool te Gent zal beginnen met het academiejaar 1923-1924 en dan trapsgewijze, van jaar tot jaar, aanvangende met de leergangen van het eerste studiejaar, worden voortgezet in de verschillende faculteiten en scholen.

ART. 9.

De hoogleeraren of docenten, bij de Hoogeschool te Gent aangesteld vóór de afkondiging van deze wet, worden verzocht hunne lessen te geven in het Vlaamsch, naarmate de bepalingen van artikel 8 toepasselijk worden. Verkiezen zij dat niet te doen, dan wordt, naast den Franschen leergang, een Vlaamsche leergang ingericht en hebben de studenten, ook voor het examen, de keuze tusschen beide leergangen.

De hoogleeraren en de docenten, benoemd na de afkondiging van deze wet, geven hunne lessen in de taal voorzien bij de vorige artikelen.

ART. 10.

De Regeering neemt de maatregelen vereischt tot vrijwaring van de voordeelen van stoffelijken aard toekomende aan de thans aangestelde hoogleeraren en docenten.